

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) pérouk, maison Dusaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) pérouk, maison Dusaux, n° 15.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg ou d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) pérouk, 15, à Moscou, chez GAVRIEL, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LACHÉLIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiew; R. ULMANN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^e, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	En mois.	En trimestre.	En semestre.	En année.
En ville	2 r.	5 r. 50 c.	10 r.	18 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.
En province	2 r. 50 c.	6 r. 50 c.	12 r.	20 r.

PRIX DU NUMÉRO: en ville 10 c.; d'une demi-feuille 6 c.; à l'intérieur 12 c.; d'une demi-feuille 7 c.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser la 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) pérouk, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkhof) pérouk, 15, à Moscou, chez GAVRIEL, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du Journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 c. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 9 mai.

ARMÉE DE TERRE. Promotion au grade de général-major et admission à la retraite, pour cause de maladie, avec pension et droit de porter l'uniforme, le colonel à la suite de l'infanterie de l'armée Lindner, inspecteur de l'hôpital militaire Ujazdowski à Varsovie. (Ordre du jour imp. du 8 mai.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Nominations à la dignité de président de la commission archéologique, le conseiller privé actuel Titov, membre de cette commission, qui conserve sa dignité de membre du conseil de l'Empire; à la dignité de président du comité scientifique du ministère, le conseiller d'Etat actuel Georgievsky, qui conserve ses fonctions de membre du conseil du ministre de l'Instruction publique.

Missions scientifiques pour l'étranger du 15 juin au 10 août, au conseiller de collège Melnichenko, directeur de l'école vétérinaire de Kharkov; pour deux mois, au conseiller de

cour Belliarmov, professeur à l'Institut impérial historico-philologique; pour deux mois et demi, au conseiller honoraire Dobrovolsky, inspecteur de l'école supérieure de métiers de Lodz; pour les vacances d'été de 1873 au conseiller privé Stchourovsky, professeur ordinaire émérite de l'université impériale de Moscou, et au préparateur Bogomolov, attaché au laboratoire technique de l'université impériale de Kharkov; depuis la clôture des examens jusqu'au 15 août 1873, au conseiller de cour Skvortsov, directeur du second gymnase de Kharkov; du 20 mai au 15 août 1873, au conseiller de collège Janson, professeur extraordinaire de l'université impériale de St-Petersbourg; du 15 mai jusqu'à la clôture des vacances d'été, au conseiller d'Etat Guerrier, professeur ordinaire surnuméraire à l'université impériale de Moscou; pour vingt-huit jours en sus des vacances d'été aux professeurs ordinaires Goier, de l'université impériale de Varsovie, Morozov, de celle de Kharkov, et aux agrégés conseiller d'Etat Melgounov et baron Rosen, de l'université impériale de St-Petersbourg; pour un mois en sus des vacances d'été, au professeur ordinaire

Babchinsky, de l'université impériale de Varsovie; pour les vacances d'été et jusqu'à la fin de septembre: au professeur extraordinaire Wrzesniewski, de l'université impériale de Varsovie; du 15 mai au 1^{er} septembre 1873, au conseiller de cour Gorski, agrégé à l'université impériale de Moscou; pour quatre mois: au conseiller d'Etat Okatov, professeur extraordinaire à l'université impériale de St-Petersbourg (du 15 mai) Yelitsinsky (du 1^{er} mai) et Sytsanko (du 15 juin), agrégés aux universités impériales de Moscou et de Kharkov; du 1^{er} mai au 15 septembre 1873, au professeur extraordinaire Iacobi, de l'université impériale de Kharkov; pour huit mois au docteur Reiger, attaché à la clinique chirurgicale de l'université impériale de Dorpat; pour deux ans à MM. Nikitine, maître d'1^{re} gymnase, Kelessnikov, maître du 5^e gymnase, et Kirilov, maître du 6^e gymnase de St-Petersbourg.

Relève sur sa demande de ses fonctions de président du comité scientifique du ministère, le conseiller privé Voigt, membre du conseil du ministre de l'Instruction publique. (Ordre du jour imp. du 30 avril.)

Bilan de la Banque de l'Etat au 8 mai 1873.

ACTIF.	PASSIF.
I. Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.	
1 ^{re} Or et argent métallique: 189,696,163 75	1 ^{re} Billets de crédit en circulation: 768,369,451
2 ^{re} Argent: 11,848,179 08	
3 ^{re} Billets de 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 %: 1,823,712 94	
4 ^{re} Découvert du Trésor pour les billets de crédit: 566,096,395 25	
	768,369,451
II. Compte des opérations commerciales.	
1 ^{re} Caisse: 1,088,491 23	1 ^{re} Capital de fondation: 20,000,000
2 ^{re} Or et argent en espèces et en lingots: 29,366,231 77	2 ^{re} Capital de réserve: 3,000,000
3 ^{re} Billets de crédit à 4 %, etc., etc.: 30,454,723	3 ^{re} Comptes courants à intérêts: 4,007,334 96
4 ^{re} Effets escomptés: 4,120,798 33	4 ^{re} Compte courant du Trésor et des autres administrations: 50,094,658
5 ^{re} Garantie des comptes spéciaux en fonds publics: 2,890,769 39	5 ^{re} Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat: 3,000,000
6 ^{re} Avances sur marchandises: 20,007	A 3 %: 25,701,376 52
7 ^{re} Fonds publics: 3,952,918 74	A 4 %: 3,000,000
8 ^{re} Actions et obligations: 1,088,047	A 4 1/2 %: 6,660,455 68
9 ^{re} Obligations en souffrance: 88,675	6 ^{re} Intérêts dus aux déposants: 6,356,450 54
10 ^{re} Valeurs publiques appartenant à la Banque: 6,182,824 12	7 ^{re} Comptes courants spéciaux: 3,956,191 53
11 ^{re} Dépôts en garde (or et argent) (1): 2,052,904 04	8 ^{re} Billets à ordre: 20,123,381 68
12 ^{re} Capital des succursales: 9,950,000	9 ^{re} Sommes diverses portées sur le compte transitoire: 6,104,964
13 ^{re} Dépenses d'administration de la Banque, des succursales et autres: 263,630 90	10 ^{re} Compte courant avec les succursales: 21,131,324 43
14 ^{re} Divers: 1,564,262 10	11 ^{re} Intérêts perçus sur les opérations: 1,244,956 40
15 ^{re} Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages: 5,137,414 75	12 ^{re} Récompte de l'année 1872: 116,082 90
16 ^{re} Sommes remises au Lombard de Moscou pour prêts sur gages: 2,920,100	13 ^{re} Dépôts en garde (or et argent): 2,052,904 04
17 ^{re} Sommes déposées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation: 118,502,754	14 ^{re} Profits et pertes sur les opérations de l'année: 6,391,287 26
	15 ^{re} Comptes courants sans intérêts: 18,752,063 23
	18,752,063 23
	192,124,006 25
III. Liquidation des anciens établissements de crédit.	
1 ^{re} Dette du Trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit: 3,155,979 88	1 ^{re} Intérêts dus aux déposants des anciens établissements de crédit: 4,913,054 93
2 ^{re} Capital de la dette hypothécaire des particuliers aux établissements de crédit (payable en annuités de 15 à 37 ans): 107,139,543 07	2 ^{re} Dépôts à intérêts reportés des anciens établis. de crédit: 18,696,958 20
3 ^{re} Dette amortissable sur les annuités de l'opération du rachat: 304,904,272 24	3 ^{re} Billets de la Banque de l'Etat à 5 %: 231,165,100
4 ^{re} Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothécaire: 9,093,397 97	4 ^{re} Annuités de l'opération du rachat: 6,104,964
5 ^{re} Dette spéciale provenant des avances faites sur l'opération du rachat: 3,031,050	5 ^{re} Sommes reçues pour compte des anciens établis. de crédit: 2,115,558 86
	6 ^{re} Intérêts perçus pour le compte du Trésor: 7,091,594 75
	7 ^{re} Profits et pertes de la liquidation des anciens établissements de crédit: 19,304,601 89
	8 ^{re} Compte avec les directions de l'assistance publique et autres établissements de crédit: 2,047,498 76
	9 ^{re} Sommes assignées pour le paiement des billets de Banque à 5 % et des coupons 1 ^{er} et 2 ^e émission: 2,402,288 42
	10 ^{re} Compte de la Banque de l'Etat avec les anciens établissements de crédit en liquidation: 118,502,754
	118,502,754
	427,944,243 16

(1) Outre cela les fonds publics pour la somme de 307,275,436 r. 12 c.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

EXPÉDITION DE KHIVA. — L'Invalide russe d'aujourd'hui mercredi dément formellement le bruit répandu par quelques journaux, que des officiers du détachement du Turkestan auraient été enlevés et mis à mort par les Khiviens.

L'Invalide russe publie la correspondance suivante, que nous reproduisons in-extenso: Puits d'Aristan bel-Koudouk (à 11 journées de marche de la rivière Kly), 2 avril.

« Le point situé sur la rivière Kly, où la colonne de Djizak du détachement de Turkestan a été concentrée, se trouve à cinq verstes de distance de Djizak. C'est une plaine coupée par la Kly, sur laquelle se trouvent quelques cabanes servant de campement d'hiver aux nomades. Depuis l'apparition des troupes, cette localité présentait un tableau très animé. Le camp, disposé sur une grande étendue, pouvait être divisé en deux moitiés: la partie essentiellement militaire, parsemée de tentes blanches de soldats et d'officiers, et où s'élevaient en outre quelques kibitkas de Khirghises, — et la partie non-militaire, où l'on ne remarquait que des tentes. Au milieu de ces dernières il s'était établi un marché, où l'on pouvait acheter du trèfle, de l'orge, des licous, des housses, des sangles, des fers à cheval et des *tioubétkas* (bonnets plats) et même des chevaux. J'ai vu aussi des marchands d'indienne, qui avaient établi par terre leurs marchandises baroques.

« La communication entre ces deux détachements n'était pas des plus commodes. La Kly, avec ses bords escarpés, quoique peu élevée, l'emplacement où s'est opéré le passage est dans un état impossible. A cheval on a de la peine à se tirer de la boue. Les chameaux chargés ne voulaient pas s'y engager. Malgré cela, les communications entre les deux rives n'ont pas été interrompues un seul instant.

« Le 13 mars au matin, le temps a commencé à devenir mauvais. A quatre heures déjà il tombait de la neige humide, le vent était d'une violence extrême, et bientôt le camp ne fut plus que mares et fondrières. Nos hommes ont été pour la plupart mouillés jusqu'aux os. Vers le soir le froid est devenu plus intense encore, et à neuf heures les mares et la boue étaient

gelées, le froid ayant atteint environ 6 degrés. Les soldats n'ont presque pas dormi de toute la nuit et c'était à qui pourrait se chauffer près des bûches. Le lendemain matin, 14, le temps s'est radouci et ce jour-là le 2^e échelon ainsi que le quartier général ont quitté la Kly. Sur le trajet vers le Nourak, malgré le temps clair, le froid était tel que beaucoup de nos hommes mettaient pied à terre pour se réchauffer.

« Bien plus pénible encore a été la marche du 1^{er} échelon, qui est parti des bords de la Kly le 13 au matin. Il a été surpris par un chasse-neige et le chemin était devenu tellement glissant que les chameaux avançaient à peine. Les soldats étaient aussi à bout de forces, et ne sont arrivés qu'à une heure très avancée de la nuit au bivouac. Le chef du 1^{er} échelon s'est décidé de faire halte sur ce point, de sorte que le 2^e échelon l'a rejoint le 14 mars. C'est vers les cinq heures que nous sommes arrivés à Nourak, avec le 2^e échelon. A ce moment, le camp du 1^{er} échelon présentait l'aspect que voici: Une petite place légèrement inclinée vers le Nord, entourée à l'Est par le ruisseau, était occupée par des tentes de soldats et trois kibitkas. Au Sud, à une petite distance, s'élevaient les premiers gradins des monts Kara-Taou, sur lesquels glissaient des nuages. Près du ruisseau flambaient deux bûches, où l'on préparait le souper des soldats, accourus en foule et entourant le feu. Un peu plus loin se tenait un chœur de chanteurs, qui malgré le froid et la mauvaise nuit qu'ils avaient passée, faisaient retentir l'air de bruyants accords. Tous étaient remplis de courage et ne pensaient pas à se plaindre. Dans une des kibitkas établies pour l'arrivée des troupes se tenait un groupe nombreux d'officiers; elle contenait quatre lits, sur lesquels six officiers étaient couchés, enveloppés de tout ce dont il leur avait été possible de se couvrir, tandis que trois autres encore se seraient tant bien que mal dans les intervalles des lits. Ils prenaient du thé et se plaignaient du froid. L'intérieur d'une autre kibitka était plus pittoresque. Un bûcher y flamboyait et une cantatrice animée roulait sur les difficultés de la marche et la surprise du froid.

« Vers le soir, il a commencé à geler. Les bûches se sont éteintes et les chants ont cessé. Chacun se couchait et s'enveloppait comme il pouvait. J'ai réussi à me caser dans une kibitka encombrée de lits, dans un petit coin resté libre, et je me suis étendu en partie sous un lit et en partie sous la table. La pelisse que j'ai enroulée pour la nuit et un grand feutre m'ont permis de prendre du repos. Peu à peu tout est rentré dans le calme. Mais longtemps encore, jusqu'à 11 heures, on entendait des questions comme celles-ci: « Les bagages sont-ils arrivés? — Où sont les chameaux? » Les bagages du 2^e échelon, qui avaient suivi la colonne, sont arrivés à Nourak après 11 heures.

« Le 15 mars il a fait beaucoup plus chaud. Du Nourak le détachement s'est remis en marche par les contreforts des montagnes de Kara-Taou jusqu'à Temir-Kobouk, à travers une contrée dénudée, pauvre et sans aucune végétation. Les torrents seuls animent quelque peu le paysage. Sur tout ce parcours nous avons pu nous procurer, à des prix assez élevés il est vrai, du trèfle et de l'orge; on nous amenait même des moutons, des mulets, et on nous apportait des poulets et divers comestibles.

« A 12 verstes de Temir-Kobouk, dernier hivernage de montagne que nous eussions à rencontrer, commencent les steppes de Kizylkoum, et, à Balta-Saldyr, on trouve le premier puits, sans la moindre habitation. Le commandant des troupes a été reçu à cet endroit par le bek de Nourata, qui avait organisé une réception fort convenable: près des puits avaient été dressées des kibitkas ornées de tapis et un repas tout oriental y a été servi: du pilaw, différentes susheries de Nourata et ensuite du thé. La graciosité du bek, qui s'est établi avec les hommes de son entourage à proximité dans un camp séparé, ne s'en est pas tenu là. Il a apporté au commandant en chef environ 1,000 bottes de trèfle, qui ont été pour le bek une source de sérieux embarras, attendu que chaque botte a dû être liée soigneusement en sa pressette (1); le tout a été déposé en ordre auprès de la kibitka du bek. Quelques officiers lui ont demandé de leur vendre le fût-ce qu'une seule botte, mais à toutes les instances les plus pressantes il hochait la tête en annonçant gravement que tout cela était « *silikon* » (présent) destiné au commandant en chef et qu'il n'accepterait aucune somme. A proximité du camp du bek, on

« Le 15 mars il a fait beaucoup plus chaud. Du Nourak le détachement s'est remis en marche par les contreforts des montagnes de Kara-Taou jusqu'à Temir-Kobouk, à travers une contrée dénudée, pauvre et sans aucune végétation. Les torrents seuls animent quelque peu le paysage. Sur tout ce parcours nous avons pu nous procurer, à des prix assez élevés il est vrai, du trèfle et de l'orge; on nous amenait même des moutons, des mulets, et on nous apportait des poulets et divers comestibles.

« A 12 verstes de Temir-Kobouk, dernier hivernage de montagne que nous eussions à rencontrer, commencent les steppes de Kizylkoum, et, à Balta-Saldyr, on trouve le premier puits, sans la moindre habitation. Le commandant des troupes a été reçu à cet endroit par le bek de Nourata, qui avait organisé une réception fort convenable: près des puits avaient été dressées des kibitkas ornées de tapis et un repas tout oriental y a été servi: du pilaw, différentes susheries de Nourata et ensuite du thé. La graciosité du bek, qui s'est établi avec les hommes de son entourage à proximité dans un camp séparé, ne s'en est pas tenu là. Il a apporté au commandant en chef environ 1,000 bottes de trèfle, qui ont été pour le bek une source de sérieux embarras, attendu que chaque botte a dû être liée soigneusement en sa pressette (1); le tout a été déposé en ordre auprès de la kibitka du bek. Quelques officiers lui ont demandé de leur vendre le fût-ce qu'une seule botte, mais à toutes les instances les plus pressantes il hochait la tête en annonçant gravement que tout cela était « *silikon* » (présent) destiné au commandant en chef et qu'il n'accepterait aucune somme. A proximité du camp du bek, on

(1) Il y a même aidé personnellement.

vendait des galettes, du raisin sec, du combustible; bref, on y avait organisé un bazar, comme l'appelaient les hommes qui accompagnaient le bek.

« Nous sommes arrivés le 22 mars à Balta-Saldyr. Un vent violent a soufflé pendant toute cette journée. C'est avec la plus grande peine qu'on pouvait dresser une tente. Encore n'y était-on pas à l'abri du sable qui tourbillonnait dans la steppe. En quelques secondes, le lit était recouvert d'une épaisse couche de sable. En outre, à tout moment on craignait voir le vent emporter la tente, car les piquets enfoncés dans le sable ne tenaient pas. Vers le soir cependant le vent est tombé.

« C'est à partir de Balta-Saldyr que commence la région des sables, recouverts çà et là de chardons, d'absinthie et de vieilles tiges d'assa-fœtida. Une monotonie désolante! Plus on avance, plus les collines de sable deviennent élevées et plus rare la végétation des steppes, déjà fort maigre. Le cœur se serre à l'idée seule qu'un vent furieux peut se déchainer d'un moment à l'autre et ensevelir toute trace humaine sous ces montagnes de sable. C'est alors qu'un homme non familiarisé avec les steppes s'égare facilement et peut errer des journées entières, mourant de soif et de faim, attendant la mort, horrible, inexorable. Plus d'un malheureux surpris par l'ouragan a succombé ainsi. Je suis persuadé que le *laouch* (conducteur de chameaux) disparu à Outara, n'a pas échappé à cette horrible mort. Il avait conduit le soir au pâturage 5 chameaux et un mulet; le mulet quitta les chameaux et s'égarait. La nuit vint et le malheureux vieux *laouch*, en cherchant le mulet s'égarait lui-même et vers le matin il avait perdu probablement tout vestige de chemin; cette supposition est d'autant plus vraisemblable qu'un grand brouillard avait duré jusqu'à midi.

« Depuis Balta-Saldyr, le détachement se sert de l'eau des puits. Jusqu'ici nous n'avons pas manqué d'eau. Celle que nous puisons est supportable, légèrement salée (1). Les puits des steppes sont creusés assez soigneusement. Leur profondeur est quelquefois de 13 saignées et plus; leur diamètre de 2 archines et au-delà. L'intérieur des puits est revêtu de pierres; le haut est recouvert de tiges de hautes herbes fixées également par des pierres et au-dessus du puits se trouve une poulie avec une corde aux deux bouts de laquelle sont attachées de petites outres en peau de chameau; grâce à cet engin l'eau n'est pas troublée dans le puits, quelle que soit la quantité qu'on en puise. C'est le contraire qui a lieu avec des eaux en fer; si le puits ne contient pas beaucoup d'eau, en une demi-heure les eaux soulevées tout le long du fond et l'eau se transforme en une masse pâteuse, griseâtre.

« Je me suis arrêté un peu trop longtemps peut-être sur la question des puits, mais en ce moment les puits sont tout pour nous. Nous avons déjà pris l'habitude des *soukhary* (biscuits en pain de seigle) et des conserves; nous avons habitude, ou pour le moins nous sommes en train d'habitude nos chevaux à se contenter d'orge, sans trèfle; mais nous n'avons pas souffert du manque d'eau. Il pouvait arriver que l'eau était saumâtre, mais il y en avait. On croit que nous n'en manquerons pas à l'avenir non plus.

La Gazette (officielle) du Turkestan publie plusieurs correspondances relatives à l'expédition de Khiva, auxquelles nous croyons devoir emprunter les détails que voici:

« L'envoyé de l'émir de Boukhara, Khisame din-mirakhor, a reçu de l'émir l'ordre d'accompagner S. Exc. le gouverneur général du Turkestan jusqu'à Khiva.

« Au puits d'Aristan le corps expéditionnaire sera rejoint par l'envoyé du khan de Kokhand, Mirza-Hakime-Paramoutchi, de sorte que nos troupes seront accompagnées par les représentants des deux khans les plus puissants de l'Asie centrale, le Boukhara et le Kokhand.

« D'après les bruits qui nous arrivent, l'émir est grand dans le khanat de Khiva. On prend quelques mesures de résistance et il est à présumer que le passage de l'Amou-Daria sera opiniâtrement défendu. A douze verstes de Sha-Abaz-Vali, forteresse khivienne assez forte, se trouve le fortin de Laryn-Bek, résidence permanente du célèbre conteur des Russes, Sadyk. On dit que le khan a envoyé à notre rencontre deux détachements, l'un commandé par Sadyk et chargé de défendre le gué de Sha-Abaz-Vali et l'autre ayant à sa tête le *divan-beghi* Nazar-Koul, avec mission de défendre le passage de Daou-Kara.

« D'après une correspondance de l'Aristan-bel en date du 3 avril, cette contrée est une chaîne de hauteurs au sol pierreux, avec de ces chaînes qui traversent la steppe de Kizylkoum dans les directions de l'Ouest et du Nord-Ouest. Au pied de ces hauteurs on rencontre dans les vallées et ravins les puits les plus abondants en bonne eau potable. Ces puits sont, inépuisables. Tout l'échelon, hommes, chevaux et chameaux, ont eu de l'eau en quantité et cependant il en restait encore. Actuellement près des puits stationnent les 3^e et 4^e échelons, tandis que les 1^{er} et 2^e sont cantonnés dans les monts d'Aristan-bel-taou, où l'on a trouvé près de 20 puits d'eau douce. Si bien que la sécheresse n'est pas dans le sens strict du mot la qualité des steppes. Ce n'est du moins pas le cas du printemps.

(1) Par moments, comme par exemple dans les puits d'Ayak, l'eau est complètement douce et très agréable au goût.

« Tout le long du chemin depuis Djizak, le détachement n'a pas une seule fois manqué d'eau; depuis la Kly jusqu'à Temir-Kaouk la route suivie par le détachement était fréquemment coupée par de petits torrents. Depuis Temir-Kaouk jusqu'à Aristan-Taou les échelons ont rencontré des puits dont l'eau était parfois saumâtre, mais légèrement. Le plus mauvais était le puits de Mastchi, bien qu'hommes et chevaux y aient bu de l'eau saumâtre sans conséquences fâcheuses. En revanche les échelons suivants y ont trouvé de l'eau presque douce, ce qui s'explique facilement par le fait que, la mauvaise eau étant épuisée, celle qui est venue fraîchement remplir le puits n'avait pas encore eu le temps de dissoudre le sel du sol des parois du puits...

« D'après les dernières nouvelles les Khiviens se préparent en grande hâte à la défense. On construit un fort sur les monts Bourkchi et on relève le fort abandonné de Klytch. La frontière nord du khanat sera défendue par trois corps de 6, 4 et 7,000 hommes...

« Les prisonniers russes revenus à Kazanli racontent que l'année passée, pendant la marche du détachement de Krasnovodsk vers la frontière du Khiva, le khan avait envoyé à la rencontre de nos troupes un corps assez considérable commandé par le frère du khan et muni de deux pièces d'artillerie. Ce corps observait attentivement tous les mouvements des troupes russes.

La Gazette de Moscou donne les détails suivants sur l'arrivée de S. M. le shah de Perse dans cette ville:

« Le 7 mai, à 6 heures du matin, le train impérial qui amenait Sa Majesté Persane et sa suite entra sur le territoire de la province de Moscou. L'attention de S. M. le shah fut attirée à ce moment par le pont qui traverse l'Oka, et qui était la première construction de ce genre que Sa Majesté voyait depuis son entrée en Europe. A Kolonna, l'auguste voyageur attendit le gouverneur de la province de Moscou, le maréchal de la noblesse de ce district et le maire de la ville de Kolonna. A 7 heures et demie on arrivait à la station de Faustovo, où un orchestre reçut le shah en exécutant une marche persane. Il y eut réception dans le wagon même du shah, auquel furent présentés: MM. le gouverneur de la province de Moscou, le consul général de Perse dans cette ville et plusieurs personnes notables. Quelques moments après arriva une députation de la colonie persane de Moscou. La portière du wagon impérial s'ouvrit et S. M. le shah parut, revêtu d'un uniforme tout constellé de rubis et de diamants, avec des épaulettes aussi enrichies de diamants. Les sujets du shah s'inclinèrent devant leur souverain et l'acclamèrent en lui présentant un album, richement relié, de vues photographiques de Moscou, et une corbeille de fruits.

« A midi précis le train arrivait à Moscou. Un temps splendide avait remplacé les pluies des derniers jours et les habitants de l'antique capitale se pressaient en foule immense aux abords de la gare et dans les rues que le shah devait traverser. Sa Majesté reçut en wagon S. Exc. le gouverneur général de Moscou. Sur la plateforme se trouvaient les autorités militaires et civiles et beaucoup de dames. Sa Majesté répondit de la manière la plus gracieuse aux félicitations du gouverneur général, et fut conduite par M. le conseiller d'Etat actuel G. G. mazow. Après avoir passé en revue la garde d'honneur, formée par le régiment de Catharinoslaw, S. M. le shah prit place sous une voiture dorée de grand gala, attelée de six chevaux blancs. Dans la voiture suivante venait, seul aussi, S. Exc. le grand-vizir. Les princes et les personnages de la suite se placèrent dans d'autres voitures de cour et le cortège se mit en marche vers le palais du Kremlin, à travers les rues richement pavées aux couleurs persanes et décorées de tapis et de verdure. Sur tout le parcours du cortège la foule saluait de ses acclamations le souverain d'une contrée voisine et amie.

« Au perron du palais, S. M. le shah fut reçu par le gouverneur général, qui avait devancé le cortège, et le vice-président du comitato du palais, M. le comte de Lamsdorff. Dans les salles du palais se tenaient des gardes d'honneur, formées par les régiments de Koston (infanterie) et des hussards de Soumy, ainsi qu'un peloton de grenadiers du palais.

« Arrivé à la salle de St-Georges, S. M. le shah fut visiblement frappé de sa richesse et de sa beauté. Il se rendit ensuite sur la terrasse en passant par la salle de St-André. Une vue magnifique s'ouvrait devant Sa Majesté du haut de la terrasse et la foule l'accueillit par des acclamations retentissantes.

« S. M. le Nassredin-Shah contempla quelques instants dans le plus profond silence le spectacle grandiose qui se déroulait devant lui. Puis, se tournant vers M. le général gouverneur, il lui dit: « Je vous prie de transmettre à S. M. l'Empereur ma reconnaissance la plus profonde pour l'accueil que m'ont fait les autorités et le peuple russes. »

« Après ces paroles Sa Majesté se rendit dans ses appartements particuliers.

« Le soir S. M. le shah alla au spectacle, au Grand-Théâtre. On donnait le ballet: « Le soulier enchanté. » La toile n'était pas encore levée lorsque Sa Majesté entra dans la loge du gouverneur général, accompagnée de S. Exc. le prince Dolgoroukov, de M. l'aide de camp général Minstchikov et des quatre premiers fonctionnaires de la Perse. La musique fit entendre une marche persane et les spectateurs, très-nombreux, se levèrent pour saluer le shah. Les fonctionnaires persans se tinrent debout derrière le fauteuil de leur souverain jusqu'à la fin du spectacle.

« La grande loge impériale ainsi que trois balcons étaient remplies par les personnes de la suite du shah, revêtues de brillants uniformes tout brodés d'or.

ment, obéissant à des considérations importantes, a décidé d'extirper en premier lieu la grande gare de Vilna à Romy, qui dirigera les marchandises d'une grande partie de la Petite-Russie et des provinces de l'Ouest sur Liban. D'ailleurs la ligne de Vitebsk-Gomel n'est pas elle non plus dénuée d'importance commerciale, mais bien plus nécessaire est encore, suivant l'opinion de notre confrère, la ligne de Tchernigow à Briansk, et non de Gomel à Briansk dont on se propose de faire les études. Cette dernière traverserait des contrées forestières et fort peu peuplées et aurait encore le défaut de ne pas toucher à la ville de Tchernigow. De Gomel on se propose de construire une ligne vers l'ouest jusqu'à Grodno et Brest, projet qu'il est impossible de désapprouver sauf la modification que le point de départ soit, non pas Gomel, qui ne pourrait pas alimenter la ligne des marchandises, puisqu'il possède une communication directe avec Liban et Riga, mais bien Tchernigow. Il est notoire qu'en Russie ce sont les chemins reliant le Sud avec le Nord qui ont plus de valeur comparative à ceux reliant l'Ouest avec l'Est. Plus loin vers l'Ouest, la ligne en question toucherait Moxzy et Pinsk. A moitié chemin entre ces deux villes un embranchement relierait la ligne avec Rovno (de Kiev-Brest) et plus loin encore un autre avec Grodno. Ensuite il serait naturel de prolonger cette ligne vers l'Ouest directement de Pinsk à Brest.

Le commerce de Pinsk s'accroît peu à peu d'année en année et se dirige sur Königsberg et sur Varsovie. La ligne de Pinsk-Brest donnerait satisfaction complète à ces deux tendances du commerce de Pinsk : cette dernière ville aurait un chemin presque direct jusqu'à Varsovie et une communication plus avantageuse avec la ligne de Königsberg. D'un autre côté, et c'est encore très important, l'embranchement sur Grodno ouvrirait à Pinsk une communication avec les ports russes de la mer Baltique, de même qu'avec Vilna et Kovno.

En ce qui concerne la Pologne, la ligne de Mlava par Novogrodzievsk à Varsovie et de là par Ivangorod, Lublin et Kovel devant être construite en premier lieu, elle rejoindra à Kovel le chemin de Kiev-Brest. Le comité des ministres aurait décidé, lors de l'approbation de cette ligne, de relier Ivangorod par un embranchement avec Loukou (de la ligne de Varsovie-Teresopol).

On se propose, dit plus loin la feuille mœcovite, de donner à la grande ligne de Königsberg une troisième jonction avec les chemins autrichiens et cela au moyen d'un embranchement partant de Kryjopol (station du chemin d'Odesa) traversant Yampol et aboutissant à Novosilits.

A l'ouest on se propose de comprendre dans le nouveau réseau à discuter, la prolongation du chemin de Landarowo-Romy jusqu'à Poltava et de là jusqu'à la station de Lozow du chemin de Sévastopol ou bien jusqu'à Catherinoslaw. Voici la longueur de ces lignes :

Briansk-Brest avec les embranchements,	1,100 verstes
Mlava-Kovel,	500
Kryjopol-Novosilits,	240
Romy-Catherinoslaw,	200
	2,040

Le nouveau réseau devant comprendre 10,000 verstes, le total de nos voies ferrées formera, avec les 17,000 verstes ouvertes ou en construction, 27,000 verstes. Il est à espérer qu'un tel réseau donnera pour commencer toute satisfaction aux besoins essentiels du pays et que plus tard il ne faudra pour le compléter que des petites lignes. Cependant nous ne pourrions considérer notre réseau complet sans les chemins de la Sibirie.

En présence de l'intention de procéder à la réalisation d'un grand réseau des chemins de fer la définition du système des concessions devient particulièrement importante. Le règlement publié dernièrement sur le régime qu'on suivra par rapport aux concessions est une esquisse des principes adoptés à cet effet, mais il offre une grande lacune : les moyens par lesquels on veut arriver à la réalisation de ces principes ne sont point déterminés. Le gouvernement a l'intention, soit de construire dorénavant les chemins de fer à ses frais, soit de les confier à des sociétés par actions, mais ces deux systèmes se trouvent indiqués dans le nouveau règlement d'une façon très-générale, sans expliquer la manière dont le gouvernement pense effectuer les travaux lui-même ni quel sera l'ordre et le mode de procéder qu'il compte suivre pour cela. Le nouveau règlement laisse également sans solution aucune question de questions étroitement liées à la réalisation des chemins par les compagnies par actions, ce qui a déjà été dit.

Les détails du nouveau règlement sont évidemment réservés pour l'avenir et il se peut fort bien, fait remarquer notre confrère, que l'examen de ces détails amènera bien des modifications utiles. Il est aisé d'en prévoir dès à présent quelques-unes.

Tout le monde approuvera, au dire de la *Gazette de Moscou*, l'idée fondamentale du nouveau règlement, qui consiste en ce que la meilleure manière de construire les chemins de fer est de les concéder aux actionnaires, dont les intérêts sont étroitement liés avec ceux du chemin. Nous croyons cependant qu'il est impossible de réunir de pareils actionnaires par la voie ordinaire de formation des sociétés par actions, au moyen d'une souscription publique aux actions, qui que ce soit qui la fasse, les fondateurs ou le gouvernement lui-même. Les sociétés par actions formées par la voie ordinaire se sont montrées incapables, non-seulement de construire un chemin de fer, mais même de l'exploiter, ce qui est pourtant bien plus facile. Les seules compagnies dont les affaires marchent bien sont celles qui se trouvent entre les mains de quelques gros actionnaires représentant une grande partie du capital de fondation, et qui par le fait même sont intéressés au succès de l'entreprise et surveillent eux-mêmes sa marche. Cette thèse est tout aussi probante pour les Sociétés de chemins de fer que pour toute autre compagnie. Il est tout aussi impossible de contester qu'il est particulièrement important pour un chemin de fer que ses actionnaires principaux soient en même temps les gérants principaux de l'affaire durant la marche des travaux, et qu'ils construisent un chemin avec les mêmes soins et discernement que met un propriétaire sérieux dans la construction d'une maison afin d'établir dans les meilleures conditions de solidité et de rapport. De tels entrepreneurs tiendront tout autant au bon marché des travaux qu'aux facilités et avantages de l'exploitation du chemin.

Les résultats les plus satisfaisants en fait de chemins de fer ont été obtenus toutes les fois que les entrepreneurs-construteurs savaient que les resteraient les actionnaires principaux. Le problème essentiel de la question consiste dans les conditions auxquelles il importe de soumettre les entrepreneurs, pour qu'ils reconnaissent tous les avantages d'une bonne construction.

A cet effet le gouvernement, en premier lieu, ne devait pas leur délivrer le capital tout entier, comme c'est quelquefois le cas chez nous. Il y a des entrepreneurs qui, après avoir reçu de l'Etat le capital-obligations, engageaient chez lui les actions, de sorte qu'ils devenaient tout uniment les constructeurs aux frais du gouvernement, sans cependant encourir ni la responsabilité des entrepreneurs ordinaires ni celle d'ingénieurs de l'Etat. Il serait difficile de se figurer une situation plus fâcheuse. Il conviendrait bien mieux au contraire de s'arranger de façon à ce que les entrepreneurs employassent en partie leur propre capital à la construction, les actions leur restant ensuite acquises pour leurs bénéfices.

La seconde condition du succès des chemins de fer consiste, poursuit la *Gazette*, à provoquer une concurrence entre les entrepreneurs. Elle a rendu déjà un service immense à nos entreprises de chemin de fer en indiquant leur valeur réelle, ce qui n'avait pu être atteint à la suite de tous les efforts, de toutes les études et recherches du ministère des voies de communication. La concurrence entre les entrepreneurs a été établie en 1868. Jusque-là les chemins de fer étaient concédés à des prix supérieurs à 70,000 r. par verste, taux nominal. La concurrence a fait descendre ce prix jusqu'à 48,000 r., taux nominal.

Le meilleur moyen de réalisation des entreprises de chemins de fer c'est leur exécution par les entrepreneurs qui restent les gérants de l'affaire, et le moyen le plus sûr de déterminer la valeur réelle du chemin c'est la concurrence entre les entrepreneurs. La norme la plus régulière pour l'adjudication dans ces conditions n'est pas la valeur des travaux, mais l'importance du capital-obligations garanti par l'Etat et ce capital devra être fixé de façon à ce que les intérêts garantis soient de beaucoup inférieurs au revenu net que promet l'exploitation. Voilà les principes qui devraient être suivis pour les concessions des chemins de fer. Si les entrepreneurs solides font défaut, si leur concurrence n'a pas fait obtenir des résultats satisfaisants, il sera plus avantageux de procéder aux travaux en régie avec les ingénieurs de l'Etat, méritant confiance et tenant à leur réputation, en leur accordant les pouvoirs et privilèges indispensables. Tous les autres procédés amèneront, comme l'a démontré déjà la pratique, des résultats qui font l'objet de plaintes multiples et que, dit la feuille que nous citons, l'on pourrait résumer de la manière suivante : l'existence d'un grand nombre de nos compagnies de chemins de fer est fictive, leurs directions sont illégales, les actionnaires sont des hommes de paille, les actions ne sont pas réalisées, les chemins de fer sont mal construits et l'Etat est forcé de rester témoin muet de tout cet arbitraire, qui se retranche derrière sa qualité de « Sociétés par actions ». Ce n'est pas tout : pour ne pas discréditer nos chemins de fer, le gouvernement se voit quelquefois forcé de dissimuler les actes et procédés illégaux de ces sortes de gérants improvisés, voire même de fournir les moyens pour écarter les effets de ces actes.

Le nouveau règlement n'ôte pas au gouvernement la possibilité de transmettre l'affaire sous main à un entrepreneur qui s'entendrait facilement avec les institutions de banque chargées de la souscription aux actions, mais cela équivaudrait à suivre les anciens errements. La dignité et les intérêts du gouvernement exigent au même degré que la voie qu'on se propose de suivre soit nettement indiquée.

La *Bourse* relate des données sur la situation des sociétés d'assurance en Russie. Au neuf sociétés par actions qui existaient chez nous et avaient pour objet l'assurance contre l'incendie, sont venues s'ajouter en 1872 trois nouvelles sociétés semblables, à savoir : la Société d'assurance « l'Ancre » (Якорь) à Moscou, avec un capital de 2 1/2 millions de roubles ; la « Société du Nord d'assurance » et d'emmagasinage des marchandises contre délivrance de *warrants* » au capital de 3 millions de roubles, et la « Société de Kiev d'assurance contre l'incendie des sucreries et raffineries de sucre » au capital de 400,000 r. ; toutes trois concédées en 1872. L'année dernière a été particulièrement abondante en incendies.

On ne peut dire cependant que les sociétés d'assurances aient eu à endurer de ce fait des pertes sensiblement supérieures à celles de l'année 1871 ; la somme payée par toutes les sociétés d'assurance rémises pour les dommages occasionnés par les sinistres s'est accrue en 1872 de 15 0/0 relativement à celle payée en 1871, et pour les contre-assurances de 17 0/0, mais en même temps les primes ont augmenté de 14 0/0. Néanmoins le bénéfice net des sociétés d'assurance s'est accru de 6 0/0 seulement. Faute de renseignements sur le chiffre du capital assuré aux sociétés russes, la *Bourse* fait un calcul approximatif. Pour huit sociétés, à l'exclusion de celle de Varsovie, ce chiffre monte à 2,299,628,331 r. Dans ce chiffre 1,267,713,587 r. ont été réassurés, de sorte que les compagnies étaient restées responsables elles-mêmes d'un capital de 1,031,914,744 r., dont 316 millions incombent à la première société ; 104 millions à la seconde, 118 millions à la société *Salamandre*, 111 millions à la société de St-Petersbourg ; 122 millions à la société de Moscou ; 110 millions à la société russe ; 48 millions à la société commerciale ; et 98 millions à la société russe de réassurance. Il résulte des renseignements sur les dividendes dans l'espace de six ans, qu'en moyenne, cinq sociétés d'assurance ont payé à leurs actionnaires, pendant cette période, les deux tiers de leurs versements sous forme de dividendes.

La session des Chambres prussiennes a été close hier et bientôt sans doute les électeurs vont être convoqués pour nommer de nouveaux députés, le mandat triennal de la Chambre actuelle étant expiré. Nous avons déjà fait connaître les programmes avec lesquels les fractions libérales entrent dans la lutte. Aujourd'hui nous avons sous les yeux celui de la fraction des nouveaux-conservateurs (ralliée au gouvernement) de la Chambre des Députés de Prusse et du Parlement d'Empire. Les principes politiques posés dans ce manifeste comme étant ceux du parti nouveau-conservateur sont les suivants : le parti est : 1° monarchique ; — il s'efforcera, en conséquence, de sauvegarder l'intégrité des droits constitutionnels de la couronne ; 2° national ; — il appuiera donc avec le dévouement le plus complet la politique qui a valu à l'Allemagne son unité, sa puissance et sa liberté ; 3° vraiment conservateur ; — partant du principe de l'ordre, le parti est résolu par conséquent à satisfaire par des réformes opportunes conformes à

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Le télégraphe nous a apporté hier soir et ce matin des nouvelles intéressantes de Versailles. Aussitôt après l'ouverture de la session, cent soixante membres de la droite et du centre droit de l'Assemblée Nationale ont annoncé leur intention d'interpeller le gouvernement sur les modifications ministérielles qui viennent d'avoir lieu, et sur la nécessité de faire pré-

valoir une politique résolument conservatrice.

De son côté, le gouvernement a présenté une série de projets de loi tendant à organiser définitivement les pouvoirs publics par la création de deux Chambres et en stipulant le mode de l'élection présidentielle, et, après avoir demandé lundi que la date du débat sur l'interpellation ne fût point fixée ce jour-là, il a consenti hier à ce que, selon la demande des interpellants, ce débat soit entamé après-demain vendredi.

La vérité est que la réponse du gouvernement à l'interpellation se trouve formulée dans les propositions dont il vient de saisir la Chambre. Les changements ministériels ont eu pour but de permettre la présentation de ces projets mêmes, qui tendent à mettre un terme au pacte de Bordeaux, et à constituer la république, à organiser pratiquement le gouvernement républicain pour lui donner la force de pouvoir résister aux partis.

Les interpellants ne semblent pas disposés à se contenter de cette réponse. Le caractère conservateur des propositions gouvernementales ne leur suffit pas ; la seule demande d'organiser le gouvernement républicain leur emporte à leurs yeux sur toute autre considération. Avant donc que le débat ne s'engage sur les projets de loi si importants que le gouvernement vient de déposer, nous aurons après-demain une de ces discussions générales d'où sortira peut-être quelque nouvelle commission des Quinze ou des Trente, appelée à examiner ces lois, si ce n'est encore une fois à leur préparer ce qu'on a appelé un enterrement de première classe. En effet, il ne sera pas difficile à M. de Broglie, par exemple, naguère le rapporteur des Trente, de soutenir que le pouvoir exécutif, en présentant des projets qui tendent à établir la république à titre définitif, ne s'est pas strictement tenu dans les limites du mandat que l'Assemblée lui avait décerné. Et comme d'autre part la gauche radicale ne semble pas disposée à acheter la reconnaissance du régime républicain au prix des lois électorales et autres que l'Assemblée aurait à voter par la suite, il est bien possible que la gauche radicale s'unisse à la droite pour faire obstacle à la politique présidentielle. Et pourtant on ne saurait penser que M. Thiers ait reconstitué son ministère et formulé ses propositions sans s'être assuré des chances sérieuses que ces projets ont d'aboutir.

Nous disions tout à l'heure que par ces lois le président de la république a répondu d'avance à l'interpellation qui va lui être adressée après-demain. Ne pourrait-on pas affirmer avec la même raison que la majorité, par les élections auxquelles on a procédé hier, a elle aussi répondu déjà aux propositions du gouvernement, à celle du moins qui tend à organiser la république ? Ainsi que nous le présumons, c'est entre MM. Martel et Buffet que les voix se sont partagées au scrutin pour le fauteuil présidentiel. Comparativement au 4 avril, où 599 membres avaient pris part au vote, l'augmentation du nombre des votants est de 49 ; or, ces 49 voix, non seulement se trouvent toutes acquises au candidat de la droite et du centre droit, mais ce candidat en a encore gagné quelques unes sur son concurrent, M. Martel n'ayant réuni cette fois que 289 voix contre 295 il y a six semaines, tandis que M. Buffet en a obtenu 359 contre 304 au 4 avril. Et chose plus remarquable encore, M. Martel, jusqu'à ce jour vice-président incontesté de la Chambre, n'a même pas réussi à se faire réélire à ce poste au premier tour de scrutin et comme il y avait une vice-présidence vacante à la suite de la mort de M. St-Marc Girardin, la majorité s'est empressée de la déléguer à M. de Goulard, le ministre démissionnaire pour excès de conservatisme. Plus de 80 membres n'ont du reste pas pris part aux scrutins d'hier, et il est possible que la gauche radicale se soit désintéressée, ne voulant donner ses voix ni à M. Martel ni à M. Buffet, et M. Grévy ne pouvant plus être aujourd'hui le candidat de la majorité, depuis que le pacte de Bordeaux se trouve dénoncé et que les partis tiennent à affirmer leurs forces respectives à chaque occasion qui se présente.

Il serait pourtant téméraire de tirer des votes d'hier une conclusion positive en ce qui concerne la marche ultérieure des travaux législatifs en France. Ce qui en résulte cependant, c'est que les dernières élections n'ont ni modifié d'une manière pratique les forces numériques des partis, ni réussi à changer l'esprit des groupes parlementaires. La lutte que M. Thiers aura à soutenir sera donc ardente, d'autant plus que la seule conséquence de la loi des Trente aura été de tenir le président de la république à l'écart des débats parlementaires dans plus d'une circonstance grave, et que la tâche de défendre la politique présidentielle va ainsi reposer sur les ministres, dont l'ascendant ne sera pas toujours le même. Nous pouvons donc nous attendre à une session d'autant plus agitée, que la gauche ne manquera pas de faire naître les occasions d'envenimer les débats pour les rendre stériles.

La session des Chambres prussiennes a été close hier et bientôt sans doute les électeurs vont être convoqués pour nommer de nouveaux députés, le mandat triennal de la Chambre actuelle étant expiré. Nous avons déjà fait connaître les programmes avec lesquels les fractions libérales entrent dans la lutte. Aujourd'hui nous avons sous les yeux celui de la fraction des nouveaux-conservateurs (ralliée au gouvernement) de la Chambre des Députés de Prusse et du Parlement d'Empire. Les principes politiques posés dans ce manifeste comme étant ceux du parti nouveau-conservateur sont les suivants : le parti est : 1° monarchique ; — il s'efforcera, en conséquence, de sauvegarder l'intégrité des droits constitutionnels de la couronne ; 2° national ; — il appuiera donc avec le dévouement le plus complet la politique qui a valu à l'Allemagne son unité, sa puissance et sa liberté ; 3° vraiment conservateur ; — partant du principe de l'ordre, le parti est résolu par conséquent à satisfaire par des réformes opportunes conformes à

la transformation de la situation politique de l'Allemagne et à assurer les bases de l'ordre politique et social en combattant les tendances subversives et radicales. Le manifeste, qui est daté du 15 mai, porte les signatures des sept membres du comité dirigeant de la fraction des nouveaux-conservateurs à la Chambre des Députés de Prusse, MM. de Bismarck-Naumburg, de Raubaupt, de Waldaw-Reitzenstein, Lämpugnani, Liebermann, Hahn et Richter (Hirschberg).

Notons que le manifeste, à l'encontre de ceux des progressistes et des nationaux-libéraux, ne fait aucune mention d'une coalition des partis libéraux pour combattre, aux prochaines élections, les candidatures ultramontaines ou socialistes. Il accentue cependant la nécessité d'opposer une digue aux empiétements de l'ultramontanisme, de réformer l'Eglise évangélique de Prusse et d'étudier sérieusement les questions sociales en mettant un terme, en première ligne, à la rupture illégale des engagements contractés entre patrons et ouvriers.

En Angleterre, la presse ne cesse de s'occuper de la question électorale ; aussi le *Daily Telegraph*, prenant parti pour le ministère dont il est l'organe contre les conservateurs, continue-t-il à accuser ceux-ci de ne pas avoir de programme positif qui puisse leur servir d'appui auprès des électeurs. Cette insistance, que met la feuille en question à vouloir amener ses adversaires à faire leur profession de foi, a tout l'air d'une manœuvre entreprise pour découvrir les ressources qu'ils peuvent posséder, et qui ne sont pas sans inquiéter tant qu'elle n'en a pas connaissance. Voulant sans doute pousser à bout M. Disraeli, le *Telegraph* s'empare d'une lettre que l'ancien ministre vient d'adresser à l'association conservatrice formée à Lambeth, pour reprocher aux conservateurs d'admirer surtout le chef de leur parti quand ils ne comprennent d'aucune manière son programme. Le *Telegraph* qualifie de mystification la lettre en question et, pour ne donner qu'une preuve de ce qu'il avance, il demande à M. Disraeli d'expliquer quelles sont les « traditions » et les « institutions » méconnues actuellement, que les Tories sont appelés à protéger et qu'il évite avec soin de spécifier.

Une autre question dont les journaux anglais parlent assez longuement depuis quelque temps, c'est le *self-government* des colonies. Un bill, qui a été lu pour la seconde fois à la Chambre des Lords, propose d'étendre l'autonomie des colonies australiennes sur le terrain de la politique commerciale en révoquant la loi qui leur défendait d'établir des droits différentiels sur des produits importés d'autres colonies. De cette façon les colonies seraient libres de choisir entre le système protectionniste et celui du libre échange et le *Times* est persuadé que plusieurs d'entre elles se prononceraient pour le premier. L'organe de la Cité approuve en principe cette extension de l'autonomie des colonies, tout en regrettant que celles de l'Australie paraissent vouloir faire un usage immédiat du droit qu'on leur conférerait. En tout cas, déclare le *Times*, il ne sert à rien d'insinuer, comme l'a fait lord Grey à la Chambre haute, que les habitants des colonies ne connaissent pas leur véritable intérêt. Quelque erreur que puisse être leur opinion en matière financière et commerciale, il faut leur permettre, dit le *Times*, de donner à cette opinion une expression pratique dans leur législation. Pour l'Angleterre, cette concession n'entraîne aucun préjudice, les colonies n'étant pas libres de changer arbitrairement la législation commerciale qui régit leurs rapports avec la métropole.

Quant aux nouvelles d'Espagne, nous trouvons dans l'*Indépendance belge*, — qui ne peut pas être suspecte d'hostilité à l'égard du gouvernement actuel de la péninsule, — des détails sur les élections qui viennent d'avoir lieu dans ce pays. Il en résulte que la victoire remportée par les fédéralistes n'est due uniquement qu'à la masse d'abstentions qui se sont produites. Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, les sept candidats de la ville de Madrid n'ont dû réunir, selon la feuille de Bruxelles, que 7,250 votes sur plus de 100,000 électeurs inscrits. Il y a tel quartier de la capitale qui n'a pas pu organiser son bureau jusqu'au moment même des élections ; M. Figueras, président du pouvoir exécutif, a obtenu dans le premier collège électoral d'Espagne, celui du centre de Madrid, 2125 votes, tandis que l'année dernière M. Ruiz Zorilla était proclamé député dans cette même circonscription par plus de 22,000 électeurs. D'après l'*Imparcial* du 14 mai les sept députés élus à Madrid n'ont pu réunir que 21,200 voix, soit le cinquième du total des électeurs inscrits.

Aussi, le résultat des élections espagnoles inspire-t-il à la presse italienne également des réflexions fort peu consolantes pour l'avenir de l'Espagne. Le *Diritto* notamment, organe radical, rappelle à cette occasion que M. Zorilla avait aussi obtenu aux élections une majorité écrasante, qui paraissait devoir assurer au parti radical un long avenir, et pourtant elle n'a pas empêché l'abdication du roi Amédée. La feuille italienne fait observer que cette même majorité acquise par M. Zorilla s'est déclarée ensuite presque à l'unanimité en faveur de MM. Figueras, Castelar et Py y Margall, et elle se demande s'il n'en sera pas de même aux futures Cortès. Le *Diritto* considère l'abstention aux élections des partis hostiles au gouvernement comme un grand danger pour celui-ci ; puis, examinant les chances que peut avoir la république à se consolider en Espagne, il reconnaît que cette forme de gouvernement pourrait être très-utile au pays, mais que malheureusement les tendances dont font preuve les républicains sont telles, qu'il y a lieu de craindre que la république ne prenne la forme de la Commune de Paris.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES
AGENCE INTERNATIONALE
Versailles, mardi 20 mai, au soir.
ASSEMBLÉE NATIONALE. — L'Assemblée a

reconstitué ses bureaux : 12 présidents élus appartiennent à la droite ou au centre droit et deux au centre gauche. M. Buffet a été réélu président de la Chambre, par 359 voix contre 289 données à M. Martel. MM. de Goulard, Benoit-d'Azy et Vitet ont été élus vice-présidents ; — M. Martel n'a pas obtenu non plus comme vice-président une majorité suffisante.

M. Dufaure a déposé le projet de la loi électorale.

Le gouvernement accepte pour vendredi la discussion sur l'interpellation des 160 membres de la droite et du centre droit annoncée dans la séance d'hier.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La *Kölnische Zeitung* apprécie comme suit les débats soulevés dans les deux dernières séances du Parlement d'Empire, à la suite du dépôt du rapport sur l'administration de l'Alsace-Lorraine pour l'exercice de 1872-1873 :

« La discussion sur les affaires de l'Alsace-Lorraine a produit la plus vive impression et ne manquera pas de trouver un écho lointain, surtout dans le *Reichsland* lui-même, où l'on pourra juger les intentions du gouvernement en pleine connaissance de cause. Cessation du régime dictatorial à la fin de l'année, procédés amicaux et conciliants à l'égard des provinces que l'Allemagne a dû reprendre pour garantir sa sécurité, mais la ferme résolution de tenir tête énergiquement, et toutes forces réunies, aux ennemis de l'Empire : tels sont les points principaux du programme exposé par le chancelier de l'Empire, — programme dont le point culminant est la lutte contre les ultramontains, qui ne veulent pas que la paix règne dans l'Alsace-Lorraine. »

« L'administration du *Reichsland* a déjà montré dans le passé qu'elle sait unir la loyauté à une action énergique contre les adversaires irréconciliables de l'Empire, et son attitude ultérieure se règlera certainement sur les mêmes principes. »

« Les discours de M. Bamberger, réfutant les sorties anti-allemandes de M. Sonnemann, a été très bien accueilli par les représentants de la nation et l'impression qu'il a produite sur le public est également favorable. »

« La présence probable des représentants de l'Alsace-Lorraine au prochain Parlement de l'Empire aura l'avantage que ces députés pourront, le cas échéant, prendre eux-mêmes la parole sur les affaires de leur pays et se passer ainsi de ces avocats aussi maladroits que sans qualité, qui ne peuvent que nuire aux intérêts de l'Alsace-Lorraine. »

Autriche-Hongrie.

On lit dans la *Wiener-Zeitung* que, d'après les informations de ce journal, le général de cavalerie comte Grünne, grand-écuyer, le général-major comte Péjácsevich et le lieutenant-colonel baron de Bechtoldsmheim, attaché militaire d'Autriche-Hongrie à St-Petersbourg, seront attachés à la personne de S. M. l'Empereur de Russie pendant la durée du séjour de Sa Majesté Impériale à Vienne.

— M. de Kerkapoly, ministre des finances de Hongrie, est arrivé à Vienne le 16 mai. D'après les journaux austro-hongrois, le but de son voyage se rattache aux récentes mesures du gouvernement cisleithan à l'égard de la Banque nationale.

— On écrit de Vienne, 15 mai, à la *Kölnische Zeitung* : « L'échec d'aujourd'hui a été pour la Bourse de Vienne une journée d'angoisse et de scandale. Il y a bien des organes malades (*Vieles faul*) dans l'Etat autrichien ! Le *Neue Wiener Tagblatt* publie sous le titre de : « La Mort à la Bourse », un bulletin financier dans lequel il compare la Bourse viennoise à la « Peste de Florence » du peintre Makart. C'est qu'en effet la Bourse de Vienne s'est horriblement « makartisée » et que la presse viennoise a joliment contribué à l'avènement du « makartisme » ! On se complait maintenant à caricaturer les conséquences de ce triptotype babylonien. Voici, par exemple, ce qu'on lit dans le *Vaterland* : »

« Grâce à l'intervention directe du gouvernement, la crise de la Bourse de Vienne s'est transformée en crise financière autrichienne. Les effets publics ont immédiatement baissé. La rente a perdu 3 fl., l'agio sur l'argent a de nouveau atteint 10 0/0 et les nationaux d'or ont monté à 9 fl. (22 fr. 60) ! Il s'agit d'une crise qui nous paraît autrement redoutable que la catastrophe de la Bourse. Et c'est en pleine paix que l'Autriche subit une défaite financière aussi cruelle. Le peuple, qui l'on avait bercé de l'espoir de la reprise des paiements en espèces, voit au contraire son pécule se fondre dans sa poche. Le mal commis par les boursicotiers retombe ainsi sur les honnêtes gens. Ils sont beaux vraiment les résultats de notre « essor économique » ! »

« Le dur langage du *Vaterland* est justifié par les faits, bien qu'il ne soit également lui-même qu'une spéculation en vue de l'agitation électorale. »

— Nous avons déjà mentionné le suicide de M. Gustave R. de Boschan, chef de la maison du commerce Jos. Boschan et fils de Vienne, — ruiné par les spéculations de Bourse. Il s'est tué le 15 mai, d'un coup de pistolet. M. de Boschan n'avait pas encore tresté ans, et il était membre d'une foule d'entreprises et de comités d'établissements financiers, entre autres de la Société générale de construction autrichienne, de la banque franco-hongroise, de la compagnie de réassurance *l'Atlas*, et de la Société internationale de commerce et d'expédition, qui est en train de liquider ses affaires.

Deux jours auparavant, le 13, un ancien capitaine d'artillerie et professeur de chimie à l'Académie technique militaire de Vienne, M. Alexandre Exner, s'était empoisonné pour les mêmes causes. Il était agent à la Bourse et avait quitté le service militaire il y a six mois pour s'adonner à la spéculation. (*Augsburger Zeitung*.)

Nous recevons de Vienne la communication suivante, relative aux logements et aux prix des objets de consommation dans la capitale de l'Autriche pendant l'époque de l'exposition universelle :

Le conseil municipal de Vienne a jugé utile de recueillir les données officielles les plus précises tant sur les prix des logements que sur ceux des comestibles dans les neuf arrondissements de cette capitale.

Dans les restaurants les plus renommés et les plus fréquentés de la ville intérieure, le prix d'un repas ordinaire (soupe, bœuf, légumes, une cruche (*Seidel*) de vin et un petit pain) varie de 64 kreutzer à 1 florin 7 kreutzer, valeur d'Autriche. Pour ce qui concerne les arrondissements des faubourgs, le prix du même dîner, également dans les restaurants les plus

fréquentés, est de 62 à 82 kr., et au Prater, — non compris les bâtiments de l'Exposition, — de 63 à 97 kr., — tandis que la portion de rôt ordinaire coûte de 40 à 60 kr.

On voit par là que les prix-courants des restaurateurs de Vienne n'ont pas subi d'augmentation notable depuis l'année dernière.

Quant à un certain nombre de restaurants établis dans les dépendances du palais de l'industrie, on y exigeait, il est vrai, jusqu'ici des prix exorbitants, mais on a remédié à cet inconvénient en autorisant l'ouverture de tentes-restaurants, où les prix sont à un taux normal et qui font aux autres établissements une concurrence salutaire.

En ce qui a trait aux logements, il est nécessaire avant tout d'appeler l'attention des visiteurs de l'exposition sur ce qu'il y a à Vienne des milliers de logements à bon marché, pour l'indication desquels il existe dans les neuf arrondissements de la capitale des bureaux spéciaux, dont les adresses sont affichées dans les wagons de tous les trains de chemin de fer qui arrivent à Vienne.

Les prix des logements particuliers sont, avec le service, de 1 fl. 50 à 5 fl. par jour pour une chambre, mais en règle générale on joint de réductions de prix si la chambre est louée pour quelque temps. A la suite de l'intervention du conseil municipal, les propriétaires d'hôtels ont diminué leurs prix de la moitié environ, et dans chaque hôtel se trouve un tarif spécifié des prix, révisé par l'autorité compétente, et qui est à la disposition de tous les voyageurs.

Enfin, le public est informé que tous les agents de strété ont reçu l'ordre d'accueillir et de transmettre à qui de droit les plaintes des étrangers sur des procédés d'exploitation ou autres abus dont ils pourraient être victimes.

A ces données générales il faut encore ajouter que, outre les bureaux municipaux pour l'indication des logements, il existe encore des bureaux particuliers ouverts dans le même but, et dont l'un, par exemple, le « Bureau central de l'Exposition pour les itinéraires et les logements (*Weltausstellung-Central-Bureau für Reise und Wohnung*), IX^e arr. Lichtensteingasse, n° 9, — dispose actuellement de 5,000 logements et chambres séparées au prix de 1 fl. 50 à 8 fl. par jour, ou de 30 fl. à 200 fl. par mois.

Quant aux « logements en masse » (*Massen-Quartiere*) installés à Vienne pour les voyageurs peu aisés, le tableau suivant donne les renseignements nécessaires :

Log. en masse	Nombre	Prix d'un lit	Par semaine
I ^{er} arrondissement	1	1 fl. 50	10 fl.
II ^e	3	de 40 k. à 1 fl. 1. 50	
III ^e	2	20 kr.	1 fl. 20 k.
IV ^e	2	50 k. à 1 fl. 50	

De plus il y a les vingt « bateaux-logements d'Ulm » (*Ulmr Wohnschiffe*), amarrés au quai du Danube, qui peuvent contenir commodément 293 personnes, à raison d'environ 1 florin 50 par lit et par jour.

France.

Le centre droit s'est réuni le 17 mai, sous la présidence de M. le duc de Broglie. Celui-ci fait l'éloge funèbre de feu M. Saint-Marc Girardin.

La réunion était très-nombreuse. Un grand nombre de membres ont exprimé les opinions recueillies dans leurs départements sur les faits qui se sont produits pendant la prorogation. Les départements demandent au gouvernement et à l'Assemblée d'indiquer par des actes la politique qu'ils veulent suivre. Il est temps de faire cesser l'équivoque et l'indécision. L'impression unanime des éléments conservateurs du pays est que l'Assemblée doit prendre une initiative énergique pour arracher la France aux dangers dont la menace le parti radical.

La réunion, après avoir entendu ces exposés, a chargé son bureau de chercher les moyens de donner au pays les garanties demandées.

La prochaine réunion a été fixée au 19 mai. Les journaux étrangers et notamment les journaux anglais se sont beaucoup occupés de la dernière élection qui a eu lieu à Paris, et ils appréciaient les conséquences politiques du vote à intervenir. Ces appréciations ont amené une lettre de M. Félix Pyat adressée au *Times* et que celui-ci a reproduite.

Le journal la *Liberté* a reproduit cette lettre ; la *France*, le *Constitutionnel*, le *Pays* l'ont également reproduite. C'était là, disait le ministère public, une contravention à la loi du 11 mai 1868, qui défend la publication d'articles émanés d'un individu condamné à une peine infamante.

Les gérants des journaux poursuivis invoquaient leur bonne foi ; ils avaient voulu rendre un service au parti de l'ordre ; or, ce qui la loi veut atteindre, c'est toute collaboration avec des individus condamnés, comme Félix Pyat, à des peines afflictives et infamantes.

L'excuse de la bonne foi, disait M. le substitut Campenon, ne saurait être admise. Ce que la loi a voulu, c'est un silence absolu. Le tribunal a condamné chacun des gérants de journaux à 50 fr. d'amende.

Italie.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 15 mai.

Présidence de M. Biancheri, président.

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN